



COMMUNIQUE DE PRESSE

REUNION DU CONSEIL DE BANK AL-MAGHRIB

Rabat, le 18 juin 2013

1. Le Conseil de Bank Al-Maghrib a tenu sa réunion trimestrielle le mardi 18 juin 2013.
2. Au cours de cette réunion, le Conseil a analysé et approuvé le Rapport annuel sur la situation économique, monétaire et financière du pays, ainsi que sur les activités de la Banque, relatif à l'exercice 2012.
3. Le Conseil a également examiné l'évolution récente de la situation économique, monétaire et financière, ainsi que les prévisions d'inflation à l'horizon du troisième trimestre 2014.
4. Le Conseil a noté que l'inflation s'est établie à 2,4% en moyenne au premier trimestre 2013 et qu'elle s'est maintenue au même niveau en avril, soit une évolution en ligne avec les prévisions publiées dans le Rapport sur la politique monétaire de mars 2013. L'inflation sous-jacente a augmenté de 0,9% au cours des deux premiers mois de l'année à 1,5% en mars et à 1,6% en avril. Cette hausse traduit principalement la dissipation de l'effet de la réduction en 2012 des tarifs des services de communication. Par ailleurs, sous l'effet du recul des cours internationaux des matières premières, les prix à la production industrielle ont poursuivi leur baisse avec un taux de 1% en mars et de 4% en avril.
5. L'environnement international reste caractérisé par la poursuite de la dégradation de l'activité et des niveaux de chômage élevés, notamment dans la zone euro où la croissance s'est établie à -1,1% au premier trimestre 2013 après -0,9% au quatrième trimestre 2012. Aux Etats-Unis, en revanche, le PIB a progressé de 1,8% après 1,7% un trimestre auparavant. Sur les marchés du travail, les données du mois de mai indiquent une quasi-stabilité du taux de chômage à 7,6% aux Etats-Unis, tandis que dans la zone euro, il a atteint 12,2% selon les chiffres du mois d'avril. Pour ce qui est du crédit au secteur privé, il a poursuivi sa contraction dans la zone euro avec un taux de 0,9% en avril, enregistrant ainsi sa 12^{ème} baisse consécutive, alors qu'aux Etats-Unis, il a progressé de 4,3% en mai. En termes de perspectives, le FMI prévoit une croissance de 1,9% en 2013 et de 3% en 2014 aux Etats-Unis et table, pour la zone euro, sur une contraction de 0,3% suivie d'une progression de 1,1%.
Ces évolutions, conjuguées au recul des cours des matières premières, ont contribué au maintien de l'inflation à des niveaux modérés, particulièrement dans les pays partenaires, laissant entrevoir pour le Maroc l'absence de pressions inflationnistes significatives d'origine externe au cours des prochains trimestres.
6. Au niveau national, les données des comptes nationaux pour 2012 indiquent une décélération de la croissance à 2,7%, recouvrant une baisse de 8,9% de la valeur ajoutée agricole et une augmentation de 4,5% du PIB non agricole. Pour 2013, les activités agricoles bénéficieront des bonnes conditions climatiques ayant prévalu au cours de la campagne agricole 2012/2013, alors que la croissance non agricole continuera à subir les effets de la conjoncture défavorable dans les principaux pays partenaires. La croissance devrait se situer entre 4,5% et 5,5%, avec une décélération du PIB non agricole à un rythme entre 2,5% et 3,5%. Dans ces conditions,

l'output gap non agricole devrait se maintenir à court terme en dessous de zéro, indiquant l'absence de pressions inflationnistes émanant de la demande intérieure.

7. Sur le plan des finances publiques, les données arrêtées à fin avril 2013 montrent un déficit budgétaire de 18,6 milliards, contre 15,1 milliards à fin avril 2012. Cette évolution est liée à l'alourdissement de 6,1% des dépenses globales, avec toutefois une baisse de 31,9% des charges de compensation, alors que les recettes ordinaires n'ont augmenté que de 1,6% suite à la baisse de 3,1% des recettes fiscales. Au titre de l'année 2013, le déficit budgétaire est prévu à 5,5% du PIB, contre 7,6% en 2012.
8. Au niveau des comptes extérieurs, les informations disponibles à fin mai font ressortir une atténuation de 7,3% du déficit commercial à 81,6 milliards de dirhams. En parallèle, les recettes voyages ont augmenté, en glissement annuel, de 3,1% et les transferts des MRE de 0,1%, alors que les rentrées au titre des investissements directs étrangers ont atteint 17,8 milliards de dirhams contre 13,4 milliards une année auparavant, soit une hausse de 32,8%. Tenant compte de la dernière levée du Trésor sur le marché international, les réserves internationales nettes se sont ainsi établies à 153,1 milliards de dirhams, soit l'équivalent de 4 mois et 9 jours d'importations de biens et services.
9. Les évolutions récentes des conditions monétaires et des prix des actifs laissent indiquer une modération des pressions inflationnistes à moyen terme avec un écart monétaire demeurant à un niveau négatif. Le rythme de progression annuelle de M3 a augmenté de 2,9% en moyenne au cours du premier trimestre à 4% en avril et celui du crédit bancaire de 3,1% à 3,9%. A fin décembre 2013, la croissance du crédit devrait se situer entre 5% et 6% selon les dernières données disponibles. Concernant les taux débiteurs, les résultats de l'enquête de Bank Al-Maghrib auprès des banques pour le premier trimestre 2013 montrent une diminution de 21 points de base du taux d'intérêt moyen pondéré du crédit à 5,99%. De son côté, le taux de change effectif du dirham s'est apprécié d'un trimestre à l'autre de 0,5% en termes nominaux et de 0,66% en termes réels. Pour ce qui est de l'indice des prix des actifs immobiliers, il a quasiment stagné d'une année à l'autre.
10. Sur la base de l'ensemble de ces éléments, l'inflation à l'horizon des six prochains trimestres devrait rester globalement en ligne avec l'objectif de stabilité des prix à moyen terme. Elle devrait se situer autour de 2,1% en 2013, de 1,6% au troisième trimestre 2014 et de 2% en moyenne sur l'horizon de prévision.
11. Dans ce contexte caractérisé par une balance des risques équilibrée, sous l'hypothèse du maintien du dispositif actuel de compensation, et une prévision centrale de l'inflation durablement en ligne avec l'objectif de stabilité des prix, le Conseil a décidé de maintenir inchangé le taux directeur à 3%.
12. Notant la poursuite de la décélération des activités non agricoles et du crédit bancaire, Bank Al-Maghrib a décidé de mettre en place un nouveau programme destiné à encourager le financement bancaire des TPME (très petites, petites et moyennes entreprises), en particulier celles opérant dans le secteur de l'industrie ou dont la production est destinée à l'export. Ce programme, d'une durée minimale de deux ans, met à la disposition des banques des liquidités garanties notamment par des effets privés de cette catégorie d'entreprises.

BANK AL-MAGHRIB
Département de la Communication